

Introduction

Après la révolution de 1830, un important mouvement d'opposition belge a œuvré pendant près de vingt ans au rétablissement du Royaume-Uni de Guillaume I^{er}. Il se composait principalement d'une élite qui a combattu la révolution sur différents terrains et de façon particulièrement dure. Mais en dépit de leur importance pour le développement de la Belgique postrévolutionnaire, les orangistes ont pendant longtemps été considérés comme secondaires. Jusqu'à aujourd'hui, l'historiographie ne s'y est que peu intéressée.

Le phénomène demande à être expliqué et, comme souvent, plusieurs raisons interviennent. Il y a d'une part la tendance générale à n'accorder qu'une faible importance aux perdants de l'histoire. Ils symbolisent en effet l'ancien monde, qui n'a pas su s'imposer. Ils sont ceux qui balancent entre défaite et désespoir, qui perdent leur statut social, cessent d'être utiles dans la société triomphante et finissent par ne plus en faire partie. Les illusions rétrospectives sont à peu près tout ce qu'il leur reste. Ce que les vainqueurs ont vécu fait en revanche partie de la réalité et des nombreux acquis qui déterminent les développements ultérieurs, autrement dit, le présent. L'histoire

est donc surtout écrite en fonction des victoires. Les historiens veulent en effet avant tout permettre à la société de reconstituer les transformations pertinentes. Les groupes qui n'y ont pas contribué sont bien souvent relégués aux oubliettes. Lorsque l'on parle des perdants, c'est généralement pour faire référence à leur inutilité, à leur marginalité, à leur manque de vision, de crédibilité sociale ou pour les décrire comme des coupables se mettant en travers du chemin des vainqueurs¹.

On trouve aujourd'hui encore de telles interprétations dans les études consacrées aux contre-révolutionnaires belges. Notre historiographie ne fait en effet pas exception à la règle. Mais avant de nous pencher sur celle-ci, il n'est pas superflu de rappeler le contexte auquel appartient ce mouvement, qui se situe dans le prolongement de la période post-napoléonienne. Napoléon a tenté d'installer dans les régions annexées des régimes dans lesquels les anciennes structures féodales et cléricales ne pourraient pas reprendre le dessus. Il a également créé des possibilités pour des groupes issus de la bourgeoisie, occupée au moment même à faire décoller le capitalisme industriel, sans pour autant s'opposer de front aux forces conservatrices de la société. Puis, comme on le sait, sa soif de conquêtes l'a perdu. La guerre contre la Russie lui a été fatale. Sa défaite à Leipzig, son abdication en 1814 et sa courte restauration se sont terminées par la bataille de Waterloo (juin 1815) et son bannissement définitif. Lors du congrès de Vienne (1814-1815), les alliés européens ont ensuite décidé du sort des régions conquises par les Français. Les anciens États ont été rétablis, de nouveaux ont vu le jour. La France de 1815 a servi de modèle à un type de régime dit « de la Restauration », qui a été installé çà et là. À l'image de Napoléon, on a tenté de concilier l'ancien et le nouveau. On n'a toutefois pas suffisamment tenu compte des nouvelles forces libérales, si bien que d'autres révolutions ont éclaté entre 1828 et 1830. Dirigées contre ces régimes de restauration, elles ont permis l'émergence d'une série d'États libéraux avant la lettre.

L'histoire du Royaume-Uni des Pays-Bas et la naissance de la Belgique s'inscrivent précisément dans ce contexte. Les Pays-Bas méridionaux et septentrionaux, totalement séparés depuis la fin du XVI^e siècle, ont donc été réunis en un État par le congrès de Vienne. Les premiers n'avaient pas participé à la guerre contre la France et il n'avait pas été question d'y fonder

un État indépendant. Mais les alliés, voulant que le sud soit détaché de la France, ont souhaité sa réunion avec le nord, afin que les Pays-Bas puissent constituer un solide tampon contre la France. Les Pays-Bas ont donc été placés sous l'autorité de Guillaume I^{er}. Les troupes françaises qui avaient occupé le nord ont été chassées à la fin de 1813. En décembre de la même année, on a à nouveau fait des projets d'État indépendant. Les fidèles de la dynastie d'Orange ont organisé le retour des Nassau, exilés par Napoléon, et Guillaume Frédéric a été couronné sous le nom de Guillaume I^{er}. Le nouveau roi se réjouissait de cet élargissement aux Pays-Bas méridionaux et s'est fait fort de mener le Royaume-Uni des Pays-Bas au succès. Une variante intéressante du régime de restauration a été mise en place. Les forces libérales du sud se sont toutefois dressées avec force contre les aspects conservateurs de ce régime. En 1830, l'exemple français a fait tache d'huile et la révolution belge a mis fin au Royaume-Uni des Pays-Bas – non sans qu'un puissant mouvement de résistance se soit entre-temps créé.

Si l'on considère à présent l'historiographie, on constate que dans toute l'Europe, il a fallu du temps pour qu'une image nuancée s'impose concernant les régimes de restauration créés par le Congrès de Vienne. Les révolutions de 1828-1830 ont évidemment bénéficié d'une large attention, mais les historiens ont généralement négligé les mouvements de résistance. Ce n'est que récemment qu'une série d'études intéressantes ont paru en France à son sujet². Ailleurs, cela se produit rarement, un schéma dont la Belgique ne s'écarte guère.

Malgré leur rapport étroit avec l'histoire néerlandaise, les orangistes belges sont longtemps restés presque absents de l'historiographie néerlandaise. Au XIX^e siècle, le mouvement a été victime de l'image négative de Guillaume I^{er} et de la révolution de 1830. La rancune liée à l'humiliation et au traumatisme causés par cette dernière s'est avérée tenace. Les historiens ont été particulièrement durs vis-à-vis de Guillaume I^{er}, qui a été jugé responsable du démantèlement du Royaume-Uni et dont on a condamné la politique de ténacité. Pendant neuf ans, il avait en effet tenté de reconquérir le sud. L'orangisme belge, qui l'avait soutenu dans cette vaine entreprise, a été mis dans le même sac. Il a été soit nié, soit présenté comme un mouvement ayant encouragé Guillaume I^{er} dans sa politique néfaste³. Au début du siècle passé, H.T. Colenbrander a eu

le mérite de dépouiller une série de sources, notamment concernant l'orangisme, par le biais de ses *Gedenkstukken*. Elles ont permis d'améliorer l'image de Guillaume I^{er}, mais n'ont pas apporté de changement essentiel dans le jugement porté sur l'orangisme belge. Sa propre étude, qui esquissait le mouvement de façon très incomplète, n'a guère eu de suites. Ses *Gedenkstukken* n'utilisaient en effet qu'une partie des sources disponibles⁴. Depuis le milieu des années 1970, on a vu apparaître, y compris aux Pays-Bas, des approches nettement plus équilibrées de la période du Royaume-Uni, de la révolution et du rôle de Guillaume I^{er}. Mais à nouveau, le mouvement de résistance belge est resté hors champ ou a dû se contenter de synthèses le présentant comme un courant peu significatif. E.H. Kossmann parle par exemple d'un groupe peu cohérent, réunissant des membres de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie, rempli de ressentiment, mû exclusivement par des motifs économiques, méprisant à l'égard du nouveau régime, sans soutien de la part de l'opinion publique belge, qui a définitivement jeté l'éponge en 1839⁵. Autant que je sache, aucun tableau moins sombre n'a été dressé jusqu'ici.

Dans l'historiographie belge, le contre-mouvement orangiste a d'abord été plus mal loti encore. La révolution y était envisagée de façon très nationaliste et la plupart des études s'intégraient dans le processus d'identification nationale. Ce réductionnisme nationaliste a pour une bonne part mené à la négation des mouvements de résistance. L'historien Henri Pirenne, qui allait déterminer l'historiographie belge pendant plusieurs décennies, a pleinement légitimé cette image. Selon lui, l'identité belge existait depuis très longtemps ; c'est donc tout naturellement qu'elle a débouché sur un soulèvement populaire contre l'occupant hollandais. Les événements de 1830 ont été portés par un élan traversant toutes les couches de la population. Dans ce tableau, un contre-mouvement n'a évidemment pas sa place. Chez Pirenne, l'orangisme belge est marginal. Il sous-estime la puissance du sentiment national, est impuissant, dilapide les fonds reçus du nord et ne cesse de comploter en vain, jusqu'au ridicule. Une presse déchaînée explique comment il a été réduit au silence par le biais de la répression populaire⁶. Bref, face au succès du soulèvement national, Pirenne n'a pas jugé bon de prendre un tel mouvement d'opposition au sérieux. Dans les ouvrages consacrés à 1830,

on ne s'est d'ailleurs jamais vraiment distancié de cette vision. Même dans les études d'inspiration constructiviste, les orangistes apparaissent exclusivement comme les adversaires des bâtisseurs de la nation – et non comme des acteurs qui ont contribué à leur façon à la constitution du nouveau régime⁷.

À cette même époque d'avant-guerre qui avait vu paraître l'*Histoire de Belgique* de Pirenne, une historiographie grand-néerlandaise a aussi fait son apparition. Les historiens du nord comme du sud ont souligné les aspects positifs du Royaume-Uni des Pays-Bas ; ils considéraient 1830 comme une rupture dans le récent rétablissement de l'unité historique flamando-néerlandaise et rejetaient sans nuances la faute sur la France. Les événements de 1830 étaient l'œuvre d'une minorité francophone de Wallonie, alors qu'en Flandre, on était resté passif. Dans la volumineuse œuvre de A. Smits, qui était basée sur des sources nombreuses et pertinentes, l'orangisme était à présent abordé en détail⁸. Ce travail n'entraînait pourtant pas de véritable revirement. Non seulement la période traitée était trop courte pour embrasser le mouvement dans son ensemble – elle n'allait pas plus loin que le début 1831 –, mais son interprétation des sources était unilatérale et partielle. La partialité caractérise du reste aussi les auteurs qui ont voulu faire de 1830 une affaire de wallingantisme, dans le but d'obtenir la protection de la Belgique contre l'impérialisme (linguistique) néerlandais. Il ne fallait évidemment pas attendre d'eux qu'ils s'intéressent à l'orangisme bruxellois et wallon⁹.

Que pouvons-nous dire, enfin, de l'historiographie belge depuis la seconde moitié du XX^e siècle ? Le contre-mouvement belge y est-il encore aussi négligé ? Sa place sociopolitique et culturelle dans la Belgique postrévolutionnaire n'est toujours pas étudiée. On a vu se développer une certaine tendance à se focaliser, sans doute en raison de leur caractère spectaculaire, sur les complots et les moments de forte répression populaire¹⁰. Les analyses de la lutte de pouvoir dans certaines villes ou régions ont également donné une visibilité aux orangistes. C'est aussi le cas des études d'orientation politique ou réalisées par certains historiens de la presse¹¹. Quelques orangistes ont même fait l'objet d'une monographie ou d'une notice biographique¹². Il ne s'agit toutefois encore que de vues partielles. De plus, la plupart de ces travaux se fondent surtout sur des sources belges et très peu sur la masse de sources qui peuvent être consultées

à La Haye. Leur profusion, le fait qu'elles soient souvent écrites en langage crypté et, donc, difficiles à déchiffrer, ont manifestement effrayé plus d'un historien. La suite se laisse aisément deviner : seul un côté de l'histoire est éclairé, dans des études qui se rattachent le plus souvent à la variante belge de l'approche historiographique.

Il y a longtemps de cela, j'ai fait le projet de consacrer une monographie à ce parent pauvre de l'historiographie belge. Cette idée remonte en fait à la période où j'étudiais la lutte de pouvoir dans les villes belges entre 1830 et 1848. Cette recherche m'a appris que l'orangisme belge n'avait rien d'un phénomène insignifiant et qu'un examen combiné des sources belges et néerlandaises devait permettre d'approfondir l'histoire de ce mouvement¹³. Par la suite, à chaque fois que j'ai analysé des aspects particuliers de l'histoire politique de la Belgique postrévolutionnaire, j'ai buté sur l'orangisme et, surtout, sur un frustrant manque d'information à son sujet. Mes contributions sur la révolution elle-même m'ont peu à peu conscientisée sur le fait qu'il était irresponsable de ne prendre comme point de départ d'une analyse que l'un des facteurs en cause.

Sachant que la recherche de sources d'archives neuves et uniques prendrait beaucoup de temps, j'ai attendu l'éméritat pour me lancer dans une enquête systématique. Celle-ci s'est avérée plus féconde que je n'aurais osé l'espérer. Les archives belges de la Sûreté de l'État, du gouvernement provisoire, des ministères et des ministres, du roi et des villes et provinces ont livré le matériel escompté. Les archives de La Haye m'ont en revanche réservé plusieurs surprises. Je savais déjà que la Secrétairerie d'État et les cabinets des rois possédaient beaucoup de matériel utile sur l'orangisme belge, mais j'étais loin de penser que tous les départements explorés aux Archives nationales – que ce soient l'Intérieur, les Affaires étrangères, la Guerre, l'Industrie ou la Justice, ou encore les archives privées des ministres impliqués – seraient si riches. À côté des nombreux documents administratifs, j'ai trouvé partout des correspondances personnelles ainsi qu'une quantité de requêtes individuelles. Aux Archives de la maison royale, les documents de Guillaume I^{er} et Guillaume II ont tenu leurs promesses, mais j'y ai aussi trouvé une mine d'or pour l'histoire de l'orangisme belge. Les archives du Liégeois Henri Grégoire, qui a tenu lieu de 1831 jusqu'à sa mort en 1854 de principal agent de liaison

entre le roi et les ministres d'une part, les orangistes de tous les centres belges et étrangers, de l'autre, y sont notamment conservées. En plus de toutes les lettres et billets reçus, elles renferment également les brouillons des réponses. Une énorme quantité de rapports détaillés et la correspondance échangée entre les protagonistes principaux, très souvent en langage codé, m'ont permis de reconstituer les activités quotidiennes du mouvement dans l'ensemble de ses ramifications et de ses centres. Il est rare qu'un historien puisse approcher de si près les acteurs politiques.

Cette période de recherche extraordinairement intéressante me permet aujourd'hui de fournir une masse d'informations neuves, de corriger et de compléter les images existantes, de vérifier des hypothèses à l'aide d'un matériel solide et d'apporter de nombreuses corrections à la littérature existante. Trop, même, pour en rendre compte dans le texte ou dans les notes. J'ai néanmoins consacré un grand soin à l'inventaire des sources et à la bibliographie détaillée. C'était nécessaire, non seulement parce qu'en raison du manque d'exhaustivité de la littérature, les sources ont eu la priorité dans ma reconstitution, mais aussi en raison de certains sujets délicats du récit. Des princes qui complotent restent en effet un sujet peu banal. Un thème qui a été contesté dans la littérature doit en outre être traité prudemment, en suivant strictement les règles de la critique historique, en décrivant soigneusement les faits et en disséquant les mécanismes. Une approche critique, objective, éventuellement étayée par les sciences sociales et politiques, permet également de situer ce mouvement dans son époque complexe. De quoi vérifier une fois de plus que l'histoire ne livre jamais d'images en noir et blanc. Le lecteur peut s'attendre ici à de la *slow history*.

Le récit qui suit est assez touffu. Je l'ai subdivisé en neuf chapitres. D'abord, j'introduis le lecteur au royaume autour duquel tout tourne et, surtout, à ses acteurs principaux, les membres de l'élite sudiste fidèle au gouvernement. Comment expliquer que la majorité de cette élite soit, malgré les tensions au sein de la société et l'opposition croissante, restée fidèle au roi ? On étudie généralement les révolutions sur la base des actions et des résultats des révolutionnaires, en se souciant peu du sort physique, matériel ou psychologique des défenseurs de l'ancien régime. Dans mon récit, ce thème est en revanche

central : j'attache une grande importance aux différents épisodes violents, aux pratiques d'épuration et à la diaspora. Lors d'un changement de pouvoir, les extrémistes ont généralement tout à dire, mais chaque révolution ou presque traverse ensuite une phase au cours de laquelle les partisans de la restauration tentent de reprendre le contrôle. Pourquoi les orangistes belges ont-ils échoué durant cette phase ? La rivalité qui a opposé le roi et le prince héritier pour le trône du sud et le climat anti-belge régnant dans le nord semblent représenter des facteurs clés de ce moment (chapitre 3), qui aboutit à l'intronisation de Léopold I^{er} et au développement d'un puissant mouvement orangiste dirigé par Guillaume I^{er}. Ce mouvement atteint son apogée entre le milieu 1831 et la fin 1839. J'y consacre quatre chapitres : un dans lequel l'organisation est analysée dans ses différents aspects, puis trois qui sont consacrés chacun à une fonction particulière : son rôle dans la contre-révolution, ses caractéristiques idéologiques et politico-stratégiques et le mouvement en tant que microcosme culturel. À partir du début des années 1840, l'orangisme belge entame son déclin, mais il faudra une décennie de plus avant qu'il ne disparaisse totalement de la scène. Comment ce processus se déroule-t-il, selon quelles phases et sous l'influence de quels facteurs : voilà les sujets que j'étudie dans les deux derniers chapitres, où je me demande en guise de conclusion si la disparition du mouvement politique a aussi signé la fin de l'orangisme culturel.

Mon livre touche aussi à une problématique plus générale. Le processus dialectique incluant révolution et contre-révolution y sert ni plus ni moins de fil rouge. Grosso modo, il s'agit d'actions et de dialogues engagés contre ou entre les alternatives existantes et neuves. Pendant trop longtemps, le gros de l'attention est allé à un seul protagoniste. Je m'efforce de rendre la place qui lui revient à son partenaire en décrivant son rôle dans la phase prérévolutionnaire, révolutionnaire et postrévolutionnaire. La révolution belge de 1830 se déroule en outre dans une période de transition où le changement socio-politique joue un rôle central et qui nous mène de la restauration au développement de l'État nation *proto-libéral*. Les contre-révolutionnaires y sont également parties prenantes. Comment se comportent-ils face à cette évolution ? Quel rôle jouent-ils dans le processus ? Tentent-ils de renverser la vapeur, comme on nous l'a souvent dit ? Ou bien les choses

sont-elles tout autres ? Le changement d'élite entraîné par la révolution fait également partie des grands thèmes abordés. Cette élite est l'acteur principal dont nous pouvons suivre les faits et gestes chapitre après chapitre. Comment se retrouve-t-elle marginalisée ? Est-elle la principale victime de cette révolution ? Représente-t-elle un groupe homogène ou peut-on y distinguer des sous-groupes ? J'ai tenté de reconstituer non seulement la dynamique, mais aussi le destin tragique de l'élite du royaume perdu.

Remerciements

La version originale néerlandaise est parue à la fin mai 2014 aux éditions De Bezige Bij (Anvers-Amsterdam). Le fait qu'elle en soit à présent déjà à sa troisième impression montre qu'elle a suscité un vif intérêt auprès du public néerlandophone. Ce dernier n'est pourtant pas le seul à être concerné par le thème abordé. En effet, l'orangisme belge était un mouvement principalement francophone, relativement peu lié au mouvement flamand alors à ses tout débuts. C'était un mouvement élitiste et, à l'époque, l'élite était francisée, y compris en Flandre. De plus, il n'était pas uniquement actif dans les villes flamandes, mais aussi à Bruxelles et en Wallonie. En matière d'orangisme, Liège n'avait rien à envier à Anvers. Dès la sortie de la version néerlandophone de cet ouvrage, j'ai espéré que les Belges francophones pourraient également en prendre connaissance, car l'histoire qui y est racontée est également la leur. La rareté de la littérature publiée sur les mouvements contre-révolutionnaires au XIX^e siècle en général fournissait un argument supplémentaire pour rendre le cas belge accessible à un plus large public. J'ai trouvé en Jacques De Decker, secrétaire perpétuel de l'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique (ARLLFB) et écrivain reconnu, un allié convaincu. Il a pris l'initiative de faire traduire et d'éditer l'ouvrage. Il va de soi que je lui suis extrêmement reconnaissante. Pour financer ce projet, nous avons pu utiliser le prix Atomia, que le ministre bruxellois de la Politique scientifique m'avait accordé en 2014 pour l'ensemble de mon travail. Guy Vanhengel, ministre bruxellois des Finances, a complété cette somme. Je remercie évidemment ces deux ministres de tout cœur. La traduction d'un ouvrage historique de cette ampleur n'est pas une sinécure. Depuis la traduction de mon livre *La construction de la Belgique*, je savais qu'Anne-Laure Vignaux pouvait se charger de cette tâche. Je lui suis d'ailleurs très reconnaissante pour le grand soin consacré à cette mission et la collaboration particulièrement agréable. L'éditeur, Christian Lutz des Éditions Samsa, mérite aussi tous mes remerciements pour ce travail professionnel. Enfin, je remercie le personnel de l'ARLLFB, qui a participé au travail de relecture.